

Convention d'usage de la plate-forme CLAROLINE Connect en mode Fournisseur d'Application Hébergée (FAH)

ENTRE

L'Université Claude Bernard Lyon 1 (son service iCAP),

établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel inscrit sous le numéro SIRET 19691774400019,

dont le siège est sis
43 Bd du 11 Novembre 1918
69622 Villeurbanne CEDEX,

représentée par **Frédéric FLEURY**,

exerçant la fonction de Président,

dûment habilité aux fins des présentes,

désignée ci-après **l'UCBL** ;

ET

L'Université Lumière Lyon 2

Forme juridique : Etablissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel

N° SIRET ou d'agrément : 19691775100014 4

dont le siège social est sis :
Université Lyon 2
5 avenue Pierre Mendès France
69676 BRON Cedex

représenté par Nathalie Dompnier

exerçant la fonction de Présidente

dûment habilité aux fins des présentes,

désigné ci-après « le partenaire »,

PRÉAMBULE

L'UCBL dispose d'un service général iCAP qui participe au développement et qui maintient une solution de E learning originale dénommée CLAROLINE Connect.

À ce titre, l'UCBL propose l'usage de CLAROLINE Connect sous le format Fournisseur d'Application Hébergée (FAH).

La solution CLAROLINE, dont la première version a été délivrée en octobre 2013, est une solution 100% Web permettant la création et la diffusion de modules de formation sur Internet : l'application comprend des fonctionnalités de LMS (Learning Management System) et de LCMS (Learning Content Management System).

Après identification, les utilisateurs accèdent à un espace de travail personnalisé suivant leurs profils et leurs droits.

Les enseignants peuvent créer des espaces d'activités auxquels les étudiants accéderont en fonction de leurs droits. Des coauteurs peuvent être associés à chaque espace d'activités pour une production mutualisée des ressources.

Chaque utilisateur dispose d'un espace d'activité personnel.

Chaque espace d'activités peut contenir des documents texte, des documents de type présentation, des feuilles de calcul, des animations flash, des vidéos, des albums, des images, des liens web, des références bibliographiques... Chaque objet peut être individuellement indexé et partagé à destination de l'ensemble des utilisateurs ou d'une partie de ceux-ci.

La notion d'objet pédagogique est transverse à toute la plate-forme (une image pouvant être un objet utilisé à l'intérieur d'une question, elle-même faisant partie d'un questionnaire, lui-même inséré dans un cours, celui-ci faisant partie d'une séance pédagogique).

CLAROLINE Connect est hébergée sur les serveurs de l'UCBL à l'adresse <http://claco-vciel.univ-lyon1.fr>, sous réserve de disponibilité, à laquelle le partenaire accède par une liaison à distance. Cet accès se fait sur abonnement annuel assorti d'une redevance. L'instance disposera également d'une adresse IP dédiée, sous réserve de disponibilité.

L'utilisation des éléments de création de cours est réservée aux personnels (enseignants ou administratifs) du partenaire, ou aux personnes auxquelles un droit spécifique a été donné par les enseignants ou administratifs, à l'exclusion de toute autre personne, morale ou physique.

L'utilisation des cours, accessible à l'adresse instance.univ-lyon1.fr, est contrôlée par les auteurs desdits cours. Elle est donc potentiellement accessible à tout internaute (consultations des cours en mode anonyme).

La convention est formée entre les parties au moment de l'acceptation des présentes conditions.

L'accès aux services par le partenaire entraîne l'acceptation expresse et sans réserves par celui-ci des présentes conditions de la convention d'usage de la plate-forme en mode FAH.

Le fait que l'UCBL ne se prévale pas, à un moment donné, des présentes conditions de la convention ne pourra être interprété comme valant renonciation par cette dernière à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque desdites conditions.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'accès et d'utilisation du logiciel par le partenaire.

ARTICLE 2 : DURÉE

Le présent contrat prend effet à compter du 1^{er} mai 2018 pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 3 ans.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE L'UCBL

L'obligation souscrite par l'UCBL est une obligation de moyen.

Le partenaire reconnaît que les logiciels utilisés sur la plate-forme serveur relèvent d'un domaine particulièrement complexe en matière de technique informatique et qu'en l'état actuel des connaissances, ils ne peuvent matériellement faire l'objet de tests ni d'expériences couvrant toutes les possibilités d'utilisation. Le partenaire accepte donc de supporter les risques d'imperfection ou l'indisponibilité de la plate-forme serveur sans que cela constitue pour autant une tolérance à l'égard de l'UCBL.

L'UCBL s'engage à transmettre au partenaire, dès la souscription, un nom d'utilisateur et un mot de passe afin de lui permettre d'accéder à CLAROLINE Connect dans les meilleurs délais.

L'UCBL s'engage à mettre à disposition du partenaire toute mise à jour du produit.

L'UCBL n'assume aucune responsabilité quelle qu'elle soit quant aux informations qui sont diffusées par le biais de son logiciel, n'exerçant aucun contrôle *a priori* sur ces informations.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

Le partenaire s'engage à n'utiliser les informations concernant les produits cités que pour ses besoins propres ou ceux de sa structure contractante et pour les seules finalités visées au présent contrat.

Le partenaire s'engage à ne pas développer ou commercialiser le logiciel, objet du présent contrat ou des produits susceptibles de le concurrencer.

Le partenaire s'engage à interdire l'accès à CLAROLINE Connect à des sociétés ou individus qui pourraient développer ou commercialiser des produits susceptibles de le concurrencer.

Le partenaire est responsable des contenus. Il s'engage à respecter et à faire respecter par ses utilisateurs les dispositions en vigueur issues du droit français et du droit de l'Union européenne, notamment :

- celles relatives à la propriété littéraire et artistique, contenue, en particulier, dans le code de la propriété intellectuelle. Le téléchargement de logiciels, d'œuvres protégées ou de ressources documentaires électroniques sans autorisation des ayant-droits engage la seule responsabilité du partenaire et de ses utilisateurs. L'UCBL se réserve la possibilité d'effacer du système d'information toute trace de ces logiciels et œuvres ;
- celles relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (loi n° 78-17 du 6 janvier 1978) ;
- celles relatives à la protection de la vie privée et du droit à l'image d'autrui.

Le partenaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses utilisateurs la charte RENATER accessible sur https://www.renater.fr/IMG/pdf/Charte_RENATER_Vjanv2014.pdf.

Plus généralement, le partenaire s'engage à respecter et à faire respecter l'ensemble des dispositions françaises et européennes et à utiliser la plate-forme en bon père de famille.

ARTICLE 5 : BESOINS SPÉCIFIQUES DU PARTENAIRE

Les logiciels de consortium Claroline et leurs mises à jour sont réputés être mis à la disposition du partenaire « en l'état » sans faire l'objet de mesures d'adaptation spécifiques. Ils s'apparentent à des logiciels standards qui ne sauraient répondre à tous les besoins spécifiques du partenaire. Il appartient donc au partenaire de vérifier l'adéquation des services proposés par l'UCBL avec ses besoins et de prendre toutes les précautions nécessaires.

Aussi, le partenaire reconnaît-il expressément avoir reçu de l'UCBL toutes les informations nécessaires lui permettant d'apprécier l'adéquation du logiciel à ses besoins et de prendre toutes les précautions utiles pour sa mise en œuvre et son exploitation.

Le développement d'éléments spécifiques pourra toujours faire l'objet d'un accord entre les deux parties, ces développements seraient alors l'entière et exclusive propriété de l'UCBL.

ARTICLE 6 : CHOIX DES MATÉRIELS ET LOGICIELS

Le partenaire assure avoir pris connaissance, préalablement à la signature des présentes, de la documentation disponible en ligne concernant le logiciel ainsi que des spécificités techniques pour l'utilisation dudit service conformément au préambule.

Il appartient au partenaire de s'assurer que les matériels dont il dispose, notamment ses logiciels d'interrogations (navigateurs) ou ses moyens de connexions, sont susceptibles d'utiliser avec toute l'efficacité requise le logiciel. À ce titre, nous rappelons que CLAROLINE Connect est pleinement fonctionnel sur tous les systèmes d'exploitation et tous les navigateurs récents.

ARTICLE 7 : PROCÉDURE D'ACCÈS AU LOGICIEL**7-1 URL**

Le service proposé est accessible à l'URL <http://claco-vciel.univ-lyon1.fr>, sous réserve de disponibilité.

7-2 : Identifiant et mot de passe

Le logiciel est accessible par le biais d'une connexion à distance grâce à un identifiant et un mot de passe agréé par l'UCBL.

Lors de la conclusion du contrat, un identifiant et un mot de passe d'au moins 8 caractères alphanumériques sont fournis au partenaire. Un contrôle d'unicité est effectué par le système.

Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, seule la combinaison de ces deux codes permet au partenaire d'accéder au logiciel.

L'identifiant et le mot de passe valent preuve de l'identité du partenaire et l'engagent sur toute utilisation faite par son intermédiaire. Ils auront valeur de signature électronique au sens de l'article 1316-4 du Code civil.

Le partenaire est le responsable entier et exclusif de son identifiant et de son mot de passe. Il supportera seul les conséquences qui pourraient résulter de l'utilisation par des tiers qui auraient eu connaissance de ceux-ci.

En cas de perte de son mot de passe, le partenaire envoie un email à CLACO@univ-lyon1.fr. L'équipe de l'UCBL après avoir effectué un contrôle sur ses données personnelles lui adressera par retour d'email un nouveau mot de passe.

7-3 : Mode opératoire et preuve

Une fois l'identification du partenaire vérifiée par le biais de son identifiant et de son mot de passe, un décompte d'utilisation du logiciel est déclenché.

Les systèmes d'enregistrement de l'UCBL sont considérés comme valant preuve de la date et de la durée de l'utilisation.

L'ensemble des éléments relatifs à l'utilisation du compte pourra être conservé et archivé par l'UCBL. L'UCBL pourra se prévaloir, notamment à des fins probatoires, de tout acte, fichier, enregistrement, rapport de suivi, statistiques sur tous supports conservés par l'UCBL.

7-4 : Le ou les signataires de la convention indiquent l'adresse email de l'administrateur de la plateforme : **karim.sehaba@liris.cnrs.fr**

ARTICLE 8 : GESTION ET SECURITE DES DONNEES

L'UCBL s'oblige à assurer la sécurité des données traitées pour le partenaire

8.1 Transfert de données

L'accès à un espace d'échange de données (type FTP/SFTP) est communiqué au partenaire lors de la création de l'instance. Cet espace est utile par exemple dans la phase de mise en place de l'instance (échange de données pour la charte graphique...).

8.2 Disponibilité

L'instance mise à disposition repose sur une architecture informatique dite « hautement disponible ». Cette qualité de service s'appuie sur l'installation de l'infrastructure dans un local sécurisé, des matériels redondants ainsi que des solutions de reprise automatique en cas d'arrêt non prévu (cluster). Des opérations de maintenance peuvent cependant nécessiter l'arrêt momentané de l'instance. Ces interventions ponctuelles sont planifiées en accord avec le partenaire afin de minimiser l'impact sur la production.

8.3 Sauvegarde et archivage

La sauvegarde des données de l'instance est assurée par une solution de sauvegarde dédiée performante. La politique de sauvegarde permet de restaurer l'instance en cas d'incident (désastre informatique, erreur humaine...) selon le schéma suivant : un jeu quotidien de données est conservé pendant 3 semaines, 1 jeu mensuel de données est conservé pendant 6 mois, 1 jeu semestriel de données est conservé pendant 1 an. Au-delà de 1 an, la rétention des sauvegardes n'est plus assurée. Cependant, le partenaire peut demander ponctuellement l'export des données de son instance (type à définir) pour effectuer un archivage à sa charge.

8.4 Bilan de consommation

Un bilan de la consommation des ressources (espace disque, nombre d'utilisateurs...etc.) est dressé annuellement afin d'établir le tarif selon le barème en vigueur (cf. article 10).

8.5 Mise en garde

Le partenaire reconnaît avoir conscience que malgré les différents niveaux de sécurité mis en place, aucun système n'est à l'abri d'incidents ou d'attaques pouvant avoir comme conséquence le vol, la destruction ou la corruption de données, ou une interruption de service.

ARTICLE 9 : ASSISTANCE

L'assistance se fera en ligne par l'intermédiaire d'un courrier électronique. L'abonné pourra faire une demande d'assistance à l'UCBL à l'adresse électronique suivante : CLACO@univ-lyon1.fr et par téléphone au numéro suivant +33 4 72 43 16 44

L'UCBL lui répondra par courrier électronique dans les meilleurs délais, lors des périodes d'ouverture officielle du service iCAP. Le délai de réponse peut varier en fonction de la difficulté technique rencontrée et de l'occupation des équipes.

ARTICLE 10 : PRIX

10-1 : Abonnement annuel

Le prix de l'abonnement annuel au service proposé par l'UCBL, payable d'avance à la signature de la convention et aux échéances annuelles suivantes, se décompose en deux parties :

- Première partie fixe : un droit d'entrée annuel forfaitaire incluant un volume d'espace disque dur ;
- Seconde partie proportionnelle : c'est une somme forfaitaire par utilisateur ;

selon les conditions tarifaires établies chaque année et approuvées par le conseil d'administration de l'UCBL.

Le prix de l'abonnement ne comprend pas le coût des télécommunications et d'accès à Internet permettant l'utilisation du logiciel qui restent à la charge du partenaire.

10-2 : Forfait :

Un forfait premium d'une demi-journée d'accompagnement technique est proposé.

Ce forfait est calculé selon le tarif en vigueur de l'UCBL. Un devis sera adressé au partenaire.

10-3 : Paiement

Les règlements peuvent se faire par bon de commande administratif ou virement bancaire.

10-4 : Retard ou défaut de paiement

Tout retard dans le paiement de la redevance fera courir des intérêts au taux d'intérêt légal en vigueur à la date d'exigibilité. Ces derniers courent jusqu'à paiement intégral sur la totalité des sommes dues.

ARTICLE 11 : PROPRIÉTÉ

Le présent contrat ne confère au partenaire aucun droit de propriété intellectuelle sur le logiciel, qui demeure la propriété du consortium Claroline.

Le partenaire s'oblige à respecter les mentions de propriété figurant sur le logiciel, les supports et la documentation.

11-1 : Reproduction - adaptation

Le partenaire s'interdit formellement de reproduire de façon permanente ou provisoire le logiciel en tout ou partie, par tout moyen et sous toute forme, y compris à l'occasion du chargement, de l'affichage, de l'exécution ou du stockage du logiciel.

Le partenaire s'interdit de traduire, d'adapter, d'arranger ou de modifier le logiciel, de l'exporter, de le fusionner avec d'autres applications informatiques.

11-2 : Correction d'erreurs

L'UCBL se réserve expressément le droit exclusif d'intervenir sur le logiciel pour lui permettre d'être utilisé conformément à sa destination et notamment pour en corriger les erreurs. Le partenaire s'interdit donc formellement d'intervenir ou de faire intervenir un tiers sur le logiciel.

11-3 : Évolution du logiciel

L'UCBL se réserve expressément le droit exclusif de faire évoluer le logiciel fourni par le consortium afin d'améliorer ses fonctionnalités, son interface ou ses performances. Le partenaire s'interdit donc formellement d'intervenir ou de faire intervenir un tiers sur le logiciel.

11-4 : Propriété intellectuelle

La mise à disposition du logiciel (ou de ses mises à jour, ou de ses évolutions) ne saurait être considérée comme une cession au sens du Code de la propriété intellectuelle d'un quelconque droit de propriété intellectuelle au bénéfice du partenaire.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITÉ

Le partenaire reconnaît que les techniques employées par l'UCBL relèvent d'un domaine complexe de la technique informatique. L'engagement de l'UCBL revêt le caractère d'une obligation de moyens, l'UCBL devant limiter dans la mesure du possible en temps et en nombre les interruptions des services nécessaires à leur maintenance ou amélioration.

Il appartient au partenaire de se prémunir contre ces risques. L'UCBL ne pourra être rendue responsable des dommages subis par le partenaire suite à l'indisponibilité des services. L'UCBL se réserve le droit de refuser des fichiers qui seraient jugés techniquement non conformes au serveur ou nuisant à ses performances.

L'UCBL ne sera en aucun cas tenue de réparer d'éventuels dommages directs ou indirects, matériels ou immatériels.

L'UCBL ne pourra être tenue pour responsable de la qualité de la liaison Internet du partenaire notamment les difficultés d'accès au site hébergé du fait de la saturation du réseau Internet, la contamination par virus des données et/ou logiciels du partenaire, dont la protection incombe à ce dernier, les intrusions malveillantes de tiers sur le site du partenaire, les détournements éventuels des mots de passe, codes confidentiels et plus généralement de toute information à caractère sensible pour le partenaire.

En aucun cas, l'UCBL ne pourra être tenue responsable de dommages indirects tels que la perte de marché, le préjudice commercial, la perte de clientèle, le trouble commercial quelconque, la perte de bénéfice, la perte de l'image de marque ou de toute action en concurrence estimée déloyale.

Le partenaire sera seul responsable de l'utilisation de son instance Claroline Connect.

Lors du transfert par moyen de télécommunication ou par tout autre moyen, aucune responsabilité ne pourra être retenue contre l'UCBL en cas d'altération des informations ou des données durant le transfert.

L'UCBL ne saurait être tenue responsable de dommage résultant de la perte, de l'altération ou de toute utilisation frauduleuse de données, de la transmission accidentelle de virus ou autres éléments nuisibles, de l'attitude ou comportement d'un tiers, de la non-conclusion d'une vente.

L'UCBL ne peut être tenue responsable d'éventuels dysfonctionnements sur le poste du partenaire à la suite de l'utilisation du logiciel.

ARTICLE 13 : CONTREFAÇONS

L'UCBL garantit qu'elle est titulaire des droits de propriété intellectuelle lui permettant de conclure le présent contrat et que le logiciel n'est pas susceptible de porter atteinte aux droits de tiers. Elle garantit de même que le logiciel est entièrement original et n'est constitutif en tout ou en partie ni de contrefaçon, ni de concurrence déloyale.

Le partenaire s'engage à signaler immédiatement à l'UCBL toute contrefaçon du logiciel dont il aurait connaissance, l'UCBL étant alors libre de prendre les mesures qu'elle jugera appropriées.

ARTICLE 14 : RÉSILIATION

Si le partenaire souhaite ne pas reconduire le contrat durant la période de 3 ans définie à l'article 2 de la présente convention, il pourra le résilier par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 2 mois avant la date d'échéance annuelle.

En cas de manquement de l'une des parties à ses obligations telles que stipulées ci-dessus, les présentes pourront être résiliées par l'autre partie 15 (quinze) jours après la réception d'une lettre recommandée avec avis de réception. Cette lettre sera motivée et indiquera la ou les défaillances constatées et restées sans effet après ce délai.

Au cas où des informations diffusées par le biais du logiciel seraient manifestement incompatibles avec l'image de l'UCBL, ce dernier pourra résilier le présent contrat 15 (quinze) jours après réception par le partenaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception motivée, l'informant des incompatibilités constatées.

Au cas où des informations diffusées par le biais du logiciel seraient à caractère illégal, l'UCBL se réserve le droit de suspendre, dès sa connaissance des faits, la diffusion de l'intégralité du site du partenaire et d'en informer ce dernier par email à l'adresse suivante : **karim.sehaba@liris.cnrs.fr** ainsi que par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 5 (cinq) jours.

ARTICLE 15 : CONFIDENTIALITÉ

Chacune des parties devra considérer comme confidentielles, pendant la durée du contrat et après son expiration, les informations, documents, systèmes, savoir-faire, formules ou données quelconques en provenance de l'autre partie dont elle pourrait avoir eu connaissance à l'occasion de l'exécution du contrat, et ne devra les divulguer à quelque tiers que ce soit, ni les utiliser en dehors des besoins du contrat.

ARTICLE 16 : FIN DE CONVENTION

16-1 : Coupure des accès

À la date de fin de la convention, et quelles qu'en soient les causes, l'UCBL fermera l'accès au service hébergé.

16-2 : Restitution des données

A la fin de la présente convention, et quelles qu'en soient les causes, l'UCBL ouvrira un site FTP (avec login et mot de passe spécifique) permettant au partenaire de télécharger une copie de l'export SQL de la base de données concernant son service hébergé.

Le login et le mot de passe seront envoyés par email au partenaire. Il est de sa responsabilité de ne pas les divulguer à des tiers.

Ce site FTP sera maintenu pour une période de trois mois maximum et fermé dans les 5 (cinq) jours ouvrés suivant la demande, par lettre recommandée avec accusé de réception, du partenaire qui confirmera ainsi à l'UCBL avoir récupéré ses données et l'autoriser à passer en phase de suppression des données sur les serveurs.

Si d'autres procédures d'exportation des données étaient disponibles d'ici la fin de la convention, le partenaire devrait alors indiquer dans les 15 (quinze) jours suivant la fin de la convention quelle démarche il préfère entre l'export SQL et la ou les éventuelles autres solutions d'export des données.

Si d'autres procédures d'exportation des données étaient disponibles d'ici la fin de la convention, le partenaire pourrait alors de son propre chef effectuer régulièrement des exportations de ses données dans une optique d'archivage et ou de sauvegarde additionnelle de ses contenus.

16-3 : Suppression des données sur les serveurs

À l'issue de la phase de récupération des données par le partenaire, ou au terme des trois mois d'ouverture du site FTP, l'UCBL supprimera définitivement de ses serveurs les données du partenaire.

Progressivement (au rythme du recyclage des supports de sauvegarde), les sauvegardes des données du partenaire seront effacées.

ARTICLE 17 : COMMUNICATION

Le partenaire et l'UCBL s'autorisent mutuellement à communiquer en interne comme en externe sur :

- le partenariat mis en place ;
- les statistiques d'usage et de fréquentation du service hébergé (au sens large : nombre d'utilisateurs, d'enseignants, d'heures de cours en ligne, de cours, de connexions, d'actions pédagogiques...).

En fonction des disponibilités des équipes, les deux parties pourront avoir des opérations de communication conjointes.

ARTICLE 18 : INTÉGRALITÉ

La présente convention représente la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

Elle ne pourra être modifiée que par un avenant convenu d'un commun accord.

ARTICLE 19 : LOI APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPÉTENT

Le présent contrat est soumis à la loi française.

En cas de litige survenant à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les soussignés s'efforceront de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

Tout différend lié à l'interprétation, l'exécution ou la validité du présent contrat sera soumis à la compétence exclusive des juridictions lyonnaises (France).

ARTICLE 20 : INCESSIBILITÉ

Il est expressément convenu que la présente convention ne pourra être cédée à un tiers par le partenaire.

ARTICLE 21 : NON SOLlicitation DE PERSONNEL

Sauf accord écrit des deux parties, chacune des parties s'interdit d'engager (soit par contrat de droit privé, soit par contrat de vacation, soit par mutation pour les titulaires) le personnel de l'autre (ayant travaillé sur les projets relatifs à SPIRAL) pendant toute la durée du présent contrat et pendant les 24 (vingt quatre) mois qui suivront la cessation de la convention.

Le non respect de cette clause entraîne pour le contrevenant de verser à l'autre partie, à titre d'indemnité, 24 (vingt quatre) fois le montant équivalent de la rémunération brute mensuelle moyenne perçue par le salarié au cours des derniers 6 (six) mois précédent son départ (primes comprises).

ARTICLE 22 : PILOTAGE

Les deux parties conviennent de mettre en place un comité de pilotage chargé de veiller à la bonne exécution de la présente convention.

22-1 : Composition

Ce comité est constitué de

Pour l'UCBL	Pour LE PARTENAIRE
Isabelle ROGOWSKI, Directrice du service iCAP	Serge MIGUET, Directeur de l'ICOM
Christophe BATIER, Directeur technique du service iCAP	Karim SEHABA, responsable du Master VCIEL

22-2 : Compétences

Le comité de pilotage a notamment compétence pour traiter toute question relative à la mise en œuvre de cette convention.

Le comité de pilotage a qualité pour constater les éventuels désaccords et y porter remède.

Le comité de pilotage a compétence pour engager la révision de la présente convention, avant son terme, dans le but d'y introduire, modifier ou supprimer des dispositions.

En cas de désaccord persistant, le comité de pilotage a compétence pour engager la résiliation de la présente convention avant son terme.

22-3 : Réunion du comité

Le comité de pilotage se réunit à la demande expresse de l'une ou l'autre des deux parties.

Chacune des deux parties s'engage à faire connaître à l'autre les sujets qu'elle souhaite voir porter à l'ordre du jour dans les conditions suivantes :

- Au moins 30 jours avant la date de réunion par lettre recommandée avec accusé de réception pour les questions relatives à la révision, voir la résiliation de la présente convention ;
- Au moins 15 jours avant la date de réunion et par lettre simple pour toute autre question.

ARTICLE 23 : ÉLECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile aux adresses suivantes :

Pour l'UCBL	Pour LE PARTENAIRE
43 Bd du 11 Novembre 1918 69 622 Villeurbanne CEDEX France	Université Lyon 2 5 avenue Pierre Mendès France 69676 BRON Cedex

SIGNATURES

Le Président de l'UCBL	LE PARTENAIRE
Le signature et cachet	Le signature et cachet